



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 59.244/4
du 24 mai 2016

advies 59.244/4
van 24 mei 2016

sur

over

un avant-projet de loi
‘modifiant diverses
dispositions relatives au statut
des militaires’

een voorontwerp van wet ‘tot
wijziging van diverse
bepalingen betreffende het
statuut van de militairen’

Le 8 avril 2016, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Défense à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé jusqu'au 27 mai 2016 ^(*), sur un avant-projet de loi 'modifiant diverses dispositions relatives au statut des militaires'.

L'avant-projet a été examiné par la quatrième chambre le 24 mai 2016. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Martine BAGUET et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Véronique SCHMITZ, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 24 mai 2016.

^(*) Par courriel du 11 avril 2016.

*

Op 8 april 2016 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Defensie verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot 27 mei 2016 ^(*) een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'tot wijziging van diverse bepalingen betreffende het statuut van militairen'.

Het voorontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 24 mei 2016. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Bernard BLERO, staatsraden, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Véronique SCHMITZ, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 24 mei 2016.

^(*) Bij e-mail van 11 april 2016.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION PRÉALABLE

À la suite de plusieurs observations émises par la section de législation au sujet du respect du principe de légalité contenu dans l'article 182 de la Constitution, l'auteur de l'avant-projet entend fixer des éléments essentiels du statut des militaires dans les textes législatifs adéquats ¹. Dans la mesure où ces dispositions se trouvent pour l'instant dans des textes réglementaires, il sera utile que le Roi procède à leur abrogation afin d'éviter que les mêmes dispositions figurent à la fois au niveau d'un texte législatif et d'un texte réglementaire ².

FORMALITÉS PRÉALABLES

L'article 18 de l'avant-projet tend à modifier l'article 4, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 14 décembre 2000 'fixant certains aspects de l'aménagement du temps de travail dans le secteur public'.

En ce qu'il a pour objet une disposition légale qui touche au statut des agents civils dont la présence est requise auprès de certains militaires, cet article doit être soumis à la négociation syndicale en application de l'article 2, § 1^{er}, 1^o, a), de la loi du 19 décembre 1974 'organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités'.

L'auteur de l'avant-projet doit s'assurer du bon accomplissement de cette formalité.

OBSERVATION GÉNÉRALE

Plusieurs dispositions ont pour objet d'apporter des modifications purement techniques dans diverses lois applicables aux militaires.

Cependant, la section de législation n'aperçoit pas toujours l'utilité de procéder à certaines modifications : il en va ainsi notamment des articles 71, 72, 76, 1^o, 77 à 81.

¹ Sur le principe de légalité concernant les Forces armées, voir, entre autre, C.C., 19 mars 2015, n° 40/2015, B.27.1 et B.27.2.

² Voir, par exemple, le commentaire des articles 3, 17, 59, 92 et 96 de l'avant-projet.

Il appartient à l'auteur du texte de vérifier la version des textes qu'il entend modifier, tels qu'ils ont été publiés au *Moniteur belge*, afin de s'assurer de la nécessité de les corriger.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

DISPOSITIF

Article 3

Interrogé sur l'article 3 de l'avant-projet, en particulier en ce que l'article 4bis, alinéa 1^{er}, en projet, et, alinéa 2 de la loi du 23 décembre 1955 'sur les officiers auxiliaires de la Force aérienne, pilotes et navigateurs' (ci-après « la loi du 23 décembre 1955 ») semble en effet faire double emploi avec l'article 77/1 de la loi du 28 février 2007 'fixant le statut des militaires et candidats militaires du cadre actif des Forces armées' (ci-après : la loi du 28 février 2007) concernant deux des quatre catégories du personnel navigant, l'officier délégué a répondu ce qui suit :

« Ja. Het gaat hier met opzet om een verduidelijking/herhaling. De 2 wetten dienen samen gelezen te worden. Aangezien de wet van 23/12/1955 alleen handelt over de hulpofficieren, werden enkel de 2 relevante categorieën hernomen (kandidaat-hulpofficieren kunnen niet behoren tot het gebrevetteerd varend reservepersoneel en het gecertificeerd varend personeel, zie KB van 13 Mei 04 betreffende het varend personeel van de Krijgsmacht) ».

Il y a lieu de procéder à un renvoi adéquat aux dispositions applicables de la loi du 28 février 2007 plutôt que de les reproduire comme ici de manière imparfaite en omettant dans la disposition en projet toute référence au mot « candidat ».

L'article 3 de l'avant-projet sera rédigé en conséquence.

Article 6

L'article 6 de l'avant-projet tend à rendre applicable aux candidats officiers auxiliaires certaines dispositions de la loi du 28 février 2007.

Si l'article 10bis, 1°, de la loi du 23 décembre 1955, en projet, énumère les dispositions légales applicables, par contre, tel n'est pas le cas de l'article 10bis, 2° et 3°, en projet, qui renvoie respectivement aux « dispositions qui s'appliquent à l'appréciation des qualités professionnelles, des qualités caractérielles, des qualités morales et des qualités physiques requises sur le plan de la condition physique et sur le plan médical » et aux « dispositions relatives à la retenue sur le traitement et à la résiliation d'engagement ou de rengagement à la suite d'une absence illégale de plus de vingt-et-un jours consécutifs ».

Une telle formulation est trop vague et il y a lieu de citer toutes les dispositions légales ou à tout le moins de renvoyer aux titres et/ou chapitres de la loi du 28 février 2007 que l'auteur du texte entend rendre applicables aux candidats officiers auxiliaires.

Article 8

L'officier délégué a transmis une nouvelle version de l'article 8 de l'avant-projet qui est rédigée comme suit :

« Art. 8. In artikel 16, 1°, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 13 juli 1976, worden de woorden 'gewijzigd bij de wetten van 30 juli 1955 en van 13 november 1974' opgeheven.

Art. 8. Dans l'article 16, 1°, de la même loi, remplacée par la loi du 13 juillet 1976, les mots 'modifiée par les lois du 30 juillet 1955 et du 13 novembre 1974' sont abrogés ».

L'article 8 de l'avant-projet sera remplacé par celle-ci.

Article 9

La conséquence de l'article 5, § 2, en projet, de la loi du 14 janvier 1975 'portant règlement de discipline des Forces armées' est la suivante au point de vue de la hiérarchie : à grade égal et à ancienneté égale dans le grade, le militaire du cadre de carrière a autorité sur le militaire BDL, lequel a autorité sur le militaire du cadre auxiliaire, lequel a autorité sur le militaire EVMI, ce dernier ayant autorité sur le militaire du cadre de réserve.

Il serait judicieux que l'auteur du texte explicite dans le commentaire de l'article 9 de l'avant-projet, la logique qui sous-tend la hiérarchie instaurée entre les différentes catégories de militaires.

Article 13

Dans la version française de l'article 13 de l'avant-projet, il y a lieu d'écrire « modifiée ».

Article 14

L'article 3 de la loi du 20 mai 1994 'relative aux périodes et aux positions des militaires du cadre de réserve, ainsi qu'à la mise en œuvre et à la mise en condition des Forces armées' est rédigé comme suit :

« § 1. La mise en œuvre des forces armées comporte l'emploi effectif de militaires :

1° en période de guerre ;

2° en période de paix, lorsqu'ils participent :

a) à une opération qui appartient à un des modes d'engagement opérationnel que le Roi détermine ;

b) aux fins de soulager les besoins de la population, à une mission qui appartient à un des modes d'assistance que le Roi détermine ;

c) à une mission qui appartient à un des modes d'appui militaire que le Roi détermine.

§ 2. La mise en condition des forces armées est la préparation, en période de paix, à leur mise en œuvre et comporte :

1° les activités préparatoires déterminées par le Roi dans le but d'allouer et de transformer les moyens en vue de leur mise en œuvre ;

2° la détermination concrète des besoins quantitatifs et qualitatifs par le Ministre de la Défense nationale, après avis (du chef de la défense), en vue de l'allocation précitée des moyens ;

3° la mise sur préavis des militaires qui entrent en ligne de compte pour être mis en œuvre, en vue d'atteindre dans les délais exigés le niveau voulu de préparation aux opérations ;

4° les activités de préparation d'une opération ».

L'article 14, 2°, de l'avant-projet tend à compléter le paragraphe 2 de cette disposition comme suit :

« Le Roi détermine l'autorité chargée de fixer la forme spécifique de l'engagement opérationnel, d'assistance ou d'appui militaire dans laquelle les Forces armées seront mises en œuvre en période de paix ».

Il ressort notamment du commentaire de l'article 14 que

« Dans cette disposition, la compétence du Roi de déterminer dans quelle forme de sous-position les Forces armées seront mises en œuvre est déléguée conformément à l'avis 56.324/4 du Conseil d'État, donné le 3 juin 2014 ».

À cet égard, si l'intention du législateur est d'habiliter le Roi à déterminer la mise en œuvre des Forces armées en temps de paix en fixant différentes sous-positions dans les trois modes d'engagement (opérationnel, assistance et appui), il y a lieu de constater que le Roi est déjà habilité à le faire sur la base de l'article 3, § 1^{er}, 2°, a), b), et c) précité.

Si, par contre, il s'agit d'habiliter le Roi à déterminer l'autorité compétente qui fera le choix de l'une ou de l'autre de ces formes d'intervention, notamment afin de procurer un fondement juridique aux articles 1^{er}, alinéas 2 à 4, et 6/1, alinéa 2, 6/2, 6/3, 6/4, alinéa 2 et 6/5, de l'arrêté royal du 6 juillet 1994 'portant détermination des formes d'engagement opérationnel, d'assistance et d'appui militaire et des activités préparatoires en vue de la mise en œuvre des forces armées', il y a lieu, dans ce dernier cas, de réitérer l'observation formulée de la manière suivante par la section de législation dans son avis 56.324/4 donné le 3 juin 2014 sur un projet devenu l'arrêté royal du 25 juillet 2014 'modifiant diverses dispositions relatives aux sous-positions « en engagement opérationnel », « en assistance » et « en appui militaire »' :

« 3. Dans son avis 23.481/9 donné le 22 juin 1994 sur le projet d'arrêté royal devenu celui du 6 juillet 1994 que le présent projet d'arrêté royal entend modifier, la section de législation du Conseil d'État a formulé l'observation suivante :

'2. L'arrêté en projet est pris en exécution de l'article 3, § 1^{er}, 2°, a), et § 2, 1°, de la loi du 20 mai 1994 précitée.

La disposition du paragraphe 1^{er}, 2^o, a), ne confère au Roi que le pouvoir de déterminer les formes d'engagement opérationnel dans lesquelles les forces armées peuvent être engagées en temps de paix. Elle ne Lui confère pas le pouvoir de déterminer l'autorité compétente qui fera choix de l'une ou l'autre de ces formes d'intervention.

Au reste, comme l'a rappelé le Conseil d'État dans l'avis qu'il a donné le 8 novembre 1993 au sujet de la loi précitée du 20 mai 1994 alors en projet, une telle décision revient au Roi en sa qualité de commandant en chef des forces armées sans qu'Il puisse déléguer ce pouvoir de décision, dans une matière qui touche à l'essence même de ses pouvoirs constitutionnels, spécialement sur la scène internationale^{3, 4}.

L'arrêté royal n'a toutefois pas été adapté suite à cet avis du Conseil d'État et dispose dès lors comme suit, en son article 1^{er}, alinéa 2 :

‘Ces formes d'engagement sont décidées par le gouvernement ou par le Ministre de la Défense nationale ou, s'il s'agit du maintien de l'ordre public, par les autorités compétentes pour réquisitionner’.

4. Le présent projet d'arrêté royal soumis à l'examen de la section de législation entend manifestement s'inscrire dans la voie tracée dès 1994, en désignant systématiquement les autorités compétentes pour décider des formes d'engagement opérationnel, d'assistance et d'appui militaire.

Il se heurte toutefois, de la sorte, aux mêmes critiques que celles relevées dans l'avis 23.481/9.

L'article 167, § 1^{er}, alinéa 2, de la Constitution s'oppose lui-même à ce que d'autres autorités que le Roi prennent de telles décisions⁵. Comme l'avis 23.481/9 l'a expressément rappelé, en sa qualité de commandant en chef des forces armées, le Roi ne peut déléguer ce pouvoir de décision sans porter atteinte à ce qui touche à l'essence même de ses pouvoirs constitutionnels⁶. Cette compétence réservée au Roi n'exclut pas qu'Il doit l'exercer dans le respect des lois qui s'imposent à Lui, notamment sur le plan de l'organisation de l'armée⁷. Mais elle exclut toute délégation des éléments essentiels de sa compétence au Ministre de la Défense ou a fortiori à des autorités subalternes.

³ Note de bas de page 5 de l'avis 56.324/4 : Note de bas de page 1 de l'avis cité : Doc. parl., Sénat 927/1 – 1993-1994 – pp. 20 et 21. C'est à juste titre que le Gouvernement a voulu tenir compte de cet avis et a omis du texte initial la délégation qu'il envisageait de donner au Gouvernement ou au Ministre de la Défense nationale. Le texte traduit exactement cette intention, même si le Gouvernement a cru devoir ajouter dans les justifications de l'amendement que le Roi aurait la compétence de déléguer de telles attributions (Doc. parl., Sénat 927/2 – 1993-1994 – pp. 22 à 24).

⁴ Note de bas de page 6 de l'avis cité : Voir également l'avis 22.854/9 donné le 8 novembre 1993 sur un avant-projet devenu la loi du 20 mai 1994 ‘relative aux périodes et aux positions des militaires du cadre de réserve, ainsi qu'à la mise en œuvre et à la mise en condition des Forces armées’ (Doc. parl., Sénat, 1993-1994, n° 927/1).

⁵ Note de bas de page 7 de l'avis cité : Pour rappel, l'article 167, § 1^{er}, de la Constitution prévoit que : « Art. 167. § 1^{er}. Le Roi dirige les relations internationales, sans préjudice de la compétence des communautés et des régions de régler la coopération internationale, y compris la conclusion de traités, pour les matières qui relèvent de leurs compétences de par la Constitution ou en vertu de celle-ci.

Le Roi commande les forces armées, et constate l'état de guerre ainsi que la fin de hostilités. Il en donne connaissance aux Chambres aussitôt que l'intérêt et la sûreté de l'État le permettent, en y joignant les communications convenables.

Nulle cession, nul échange, nulle adjonction de territoire, ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une loi ».

⁶ Note de bas de page 8 de l'avis cité : En ce sens, voir également l'avis 22.856/9 donné le 17 novembre 1993 sur un projet devenu la loi du 20 mai 1994 ‘portant statut des militaires court terme’ (Doc. parl., Sénat, 1993-1994, n° 929/1, p. 38).

⁷ Note de bas de page 9 de l'avis cité : Voir les distinctions opérées à cet égard par J. VELAERS, De Grondwet en de Raad van State afdeling wetgeving, Maklu, Anvers, 1999, pp. 558 et s.

Il suit de ce qui précède que doivent être omises les subdélégations conférées à des autorités autres que le Roi, par l'article 3, 3^o et 4^o, et par l'article 4 de l'arrêté royal en projet, qui insère les articles 6/1, alinéa 2, 6/2⁸, 6/3, 6/4, alinéa 2 et 6/5 dans l'arrêté royal du 6 juillet 1994 ».

Dans les deux cas de figure, l'article 14, 2^o, de l'avant-projet doit être omis.

Article 17

Conformément à la terminologie utilisée dans l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 20 mai 1994 'relative aux droits pécuniaires des militaires' et dans l'article 3, 53^o, de la loi du 28 février 2007, il y a lieu de remplacer les mots « en formation dans une école » par les mots « en période de formation scolaire » dans la version française de l'article 6, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 20 mai 1994, en projet.

L'article 17 de l'avant-projet sera adapté sur ce point.

Article 19

L'article 19 de l'avant-projet tend à apporter une modification à l'article 73 de la loi du 16 mai 2001 'portant statut des militaires du cadre de réserve des Forces armées' afin de déroger à la règle selon laquelle tout rengagement prend fin de plein droit le 31 décembre de l'année au cours de laquelle le militaire de réserve a atteint l'âge de soixante-cinq ans.

L'article 73, alinéa 3, de la loi du 16 mai 2001, en projet prévoit que tel est le cas si les « nécessités d'encadrement » ou si « certaines circonstances » exigent le dépassement de cette limite d'âge. L'article 73, alinéa 4, de la même loi, en projet, est relatif à la prolongation de l'engagement ou du rengagement en cours, le cas échéant, à la demande du militaire.

Il paraît disproportionné d'exiger le maintien du militaire du cadre de réserve au-delà de l'âge de soixante-cinq ans sans que celui-ci ne marque son accord sur cette prolongation même si celle-ci est justifiée par des « nécessités d'encadrement ». Par ailleurs, la section de législation ignore ce que pourrait recouvrir la notion de « certaines circonstances » par rapport aux « nécessités d'encadrement ».

L'article 19 de l'avant-projet doit dès lors être revu.

Par ailleurs, la disposition en projet ne prévoit aucune limite d'âge au-delà de laquelle une prolongation n'est plus possible. Il convient que le commentaire de l'article s'en explique davantage.

⁸ Note de bas de page 10 de l'avis cité : L'habilitation excessive critiquée en l'espèce ne concerne que celle conférée au Ministre de la Défense.

Article 24

Dans la version française de l'article 24, b), de l'avant-projet, la définition de la loi du 28 février 2007 doit reprendre l'intitulé exact de celle-ci. Par conséquent, les mots « applicables aux candidats militaires » sont surabondants et doivent être omis.

Article 27

L'article 27, deuxième phrase, de la loi du 27 mars 2003 'relative au recrutement des militaires et au statut des musiciens militaires et modifiant diverses lois applicables au personnel de la Défense' en projet est rédigé comme suit :

« Le Roi détermine l'autorité qui se prononce sur l'équivalence des formations visées à l'alinéa 1^{er} et qui fixe dans quelle mesure les différentes qualités des candidats militaires sont appréciées ».

Selon le commentaire, il s'agit d'aligner la disposition modifiée sur les règles et la terminologie de l'article 89 de la loi du 28 février 2007.

Cependant, l'article 27 de l'avant-projet donne lieu aux trois observations suivantes :

– la disposition n'est pas rédigée en alinéas alors que la seconde phrase renvoie à « l'alinéa 1^{er} » ;

– les mots « candidats militaires » doivent être remplacés par les mots « candidats musiciens » ;

– les règles essentielles relatives à l'appréciation des qualités des candidats musiciens doivent être définies par le législateur.

L'article 27 de l'avant-projet doit être revu en conséquence.

Article 36

Comme l'a relevé la section de législation dans son avis 48.942/4, donné le 15 novembre 2010 :

« Le principe de la séparation des pouvoirs s'oppose à ce que la loi attribue directement à un ministre des pouvoirs qui reviennent normalement au Roi. Certes, il n'est pas incompatible avec ces principes de conférer à un ministre une délégation de pouvoirs d'ordre accessoire ou secondaire, mais il n'en demeure pas moins qu'il appartient alors, en principe, au Roi et non au législateur, d'octroyer pareille délégation. En effet, l'octroi par le législateur d'une délégation directe de tels pouvoirs à un ministre signifierait que le

législateur empiéterait sur une prérogative qui revient au Roi en tant que chef du pouvoir exécutif fédéral »⁹⁻¹⁰.

Par conséquent, il convient de revoir l'article 36 de l'avant-projet afin de remplacer l'attribution de compétences au ministre par une attribution de compétences au Roi.

En outre, l'article 52 de la loi du 27 mars 2003, en projet, sera utilement complété en indiquant que l'appréciation des mérites des candidats se fait conformément aux règles et éléments d'appréciation applicables aux sous-officiers de carrière tels qu'ils sont fixés par l'article 139, alinéas 2 et 3, de la loi du 28 février 2007.

Articles 46 à 50

Eu égard aux nouvelles conséquences statutaires données à l'appartenance du militaire à l'une des quatre forces (articles 46 à 50 de l'avant-projet), la notion de « force » devrait être définie dans l'article 3 de la loi du 28 février 2007 et, en l'espèce, un commentaire plus circonstancié devrait accompagner l'article 47 de l'avant-projet.

Enfin, et comme en a convenu l'officier délégué, il y a lieu de compléter l'article 37/1 de la loi du 28 février 2007, en projet, par un nouvel alinéa relatif à l'inscription définitive du militaire dans une force (article 47 de l'avant-projet)¹¹.

Article 53

Interrogé sur la portée de l'habilitation contenue dans l'article 42 de la loi du 28 février 2007, en projet, l'officier délégué a précisé qu'elle porte sur « les modalités de la concertation avec les organisations syndicales ».

En l'espèce, il apparaît qu'il s'agit d'habiliter le Roi à déterminer un comité de concertation spécifique et à définir le mode de fonctionnement de celui-ci¹².

L'article 53 de l'avant-projet sera revu afin de mieux préciser cette habilitation.

⁹ Avis 48.942/1/2/3/4 donné le 25 novembre 2010 sur un avant-projet devenu la loi du 29 décembre 2010 'portant des dispositions diverses' (*Doc. parl.*, Chambre, 2010-2011, n° 771/1, p. 250).

¹⁰ Voir également les Principes de technique législative - *Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 7.3 : « [...] il ne revient pas au législateur de s'immiscer dans l'organisation interne du pouvoir exécutif et de confier le règlement d'une matière directement à un ministre. Seul le Roi ou un gouvernement de communauté ou de région peut accorder une telle délégation ».

¹¹ Voir, par ailleurs, les articles 50 et 51 de l'avant-projet qui concernent l'inscription définitive dans une nouvelle filière de métiers.

¹² Voir le commentaire de l'article 53.

Article 62

Au 2°, la modification est incomplète et la disposition sera revue.

Article 83

Interrogé sur l'article 83 de l'avant-projet, l'officier délégué a indiqué ce qui suit :

« Momenteel is er geen tabel III, vandaar de henummering. Akkoord met uw opmerking in verband met verwijzingen en dergelijke naar de tabellen. Te herformuleren »¹³.

L'article 83 de l'avant-projet sera adapté en conséquence.

Article 84

Comme en a convenu l'officier délégué, il y a lieu de reformuler l'article 84 de l'avant-projet afin de supprimer également dans l'article 23, 3°, de la loi du 10 janvier 2010 'instituant l'engagement volontaire militaire et modifiant diverses lois applicables au personnel militaire' les mots « selon le cas ».

Article 88

Tel qu'il est rédigé, l'article 88 de l'avant-projet est trop vague et il y a lieu de rédiger l'article 36, 2°, de la loi du 10 janvier 2010, en projet, comme suit :

« 2° celui qui ne justifie plus des qualités morales, conformément aux règles fixées pour les candidats militaires de carrière à l'article 11 de la loi du 28 février 2007 ».

Article 89

L'officier délégué a confirmé que la modification prévue à l'article 4, 3°, de l'avant-projet doit s'appliquer également à l'article 40, § 2, de la loi du 10 janvier 2010 afin de viser « la période de guerre ou la période de crise ».

L'article 89, 1°, de l'avant-projet sera rédigé en conséquence.

Article 94

Dans la version française, il y a lieu de rédiger l'article 4, alinéa 1^{er}, 3°, c), en projet conformément au texte néerlandais.

¹³ Voir l'article 409 de la loi du 31 juillet 2013 'modifiant la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires du cadre actif des Forces armées et modifiant certaines dispositions relatives au statut du personnel militaire' qui remplace l'annexe A à la loi du 28 février 2007 en supprimant le tableau III de celle-ci.

Article 97

Interrogé sur la raison pour laquelle une date ultime d'entrée en vigueur n'est pas définie par le législateur lui-même à défaut de mise en œuvre de l'habilitation donné au Roi pour les articles 49 et 74, l'officier délégué a indiqué ce qui suit :

« In deze artikels wijst de Koning een overheid aan. Het KB waarin de Koning dat doet is in voorbereiding. De bedoelde Art van dit voorontwerp (Art 49 en 74) zullen dus in werking treden van zodra het KB wordt gepubliceerd ».

Le commentaire de l'article 97 apportera cette précision.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKING

Naar aanleiding van verschillende opmerkingen die de afdeling Wetgeving gemaakt heeft in verband met de inachtneming van het legaliteitsbeginsel dat vervat is in artikel 182 van de Grondwet, wie de steller van het voorontwerp essentiële elementen van het statuut van de militairen in de adequate wetteksten vaststellen.¹ Daar die bepalingen momenteel opgenomen zijn in verordeningsteksten, verdient het aanbeveling dat de Koning ze opheft om te vermijden dat dezelfde bepalingen zowel in een wettekst als in een verordeningstekst voorkomen.²

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Artikel 18 van het voorontwerp strekt ertoe artikel 4, § 1, tweede lid, van de wet van 14 december 2000 ‘tot vaststelling van sommige aspecten van de organisatie van de arbeidstijd in de openbare sector’ te wijzigen.

Aangezien dat artikel gaat over een wetsbepaling die betrekking heeft op het statuut van het burgerlijk personeel waarvan de aanwezigheid vereist is bij bepaalde militairen, moet over dat artikel overleg worden gepleegd met de vakbonden met toepassing van artikel 2, § 1, 1°, a), van de wet van 19 december 1974 ‘tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel’.

De steller van het voorontwerp moet zich ervan vergewissen dat dit vormvereiste naar behoren vervuld is.

ALGEMENE OPMERKING

Verschiedende bepalingen strekken ertoe louter technische wijzigingen aan te brengen in verschillende wetten die van toepassing zijn op de militairen.

De afdeling Wetgeving ziet van bepaalde wijzigingen echter het nut niet in. Dat is inzonderheid het geval voor de artikelen 71, 72, 76, 1°, 77 tot 81.

¹ Zie voor het legaliteitsbeginsel met betrekking tot de strijdkrachten onder meer GwH 19 maart 2015, nr. 40/2015, B.27.1 en B.27.2.

² Zie bijvoorbeeld de bespreking van de artikelen 3, 17, 59, 92 en 96 van het voorontwerp.

De steller van de tekst behoort de versie van de teksten die hij wenst te wijzigen, zoals ze zijn bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*, te verifiëren teneinde zich ervan te vergewissen of ze moeten worden gecorrigeerd.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

DISPOSITIEF

Artikel 3

Om uitleg gevraagd over artikel 3 van het voorontwerp, inzonderheid omdat het ontworpen artikel 4bis, eerste lid en het tweede lid van de wet van 23 december 1955 ‘betreffende de hulpofficieren van de Luchtmacht, piloten en navigatoren’ (hierna: “de wet van 23 december 1955”) een herhaling lijkt te zijn van artikel 77/1 van de wet van 28 februari 2007 ‘tot vaststelling van het statuut van de militairen en kandidaat-militairen van het actief kader van de Krijgsmacht’ (hierna: “de wet van 28 februari 2007”) dat betrekking heeft op twee van de vier categorieën van het varend personeel, heeft de gemachtigde officier het volgende geantwoord:

“Ja. Het gaat hier met opzet om een verduidelijking/herhaling. De 2 wetten dienen samen gelezen te worden. Aangezien de wet van 23/12/1955 alleen handelt over de hulpofficieren, werden enkel de 2 relevante categorieën hernomen (kandidaat-hulpofficieren kunnen niet behoren tot het gebrevetteerd varend reservepersoneel en het gecertificeerd varend personeel, zie KB van 13 Mei 04 betreffende het varend personeel van de Krijgsmacht).”

In plaats van, zoals hier het geval is, de toepasselijke bepalingen van de wet van 28 februari 2007 op een gebrekkige manier over te nemen waarbij in de ontworpen bepaling elke verwijzing naar het woord “kandidaat” achterwege wordt gelaten, dient op een passende manier te worden verwezen naar die bepalingen.

Artikel 3 van het voorontwerp behoort dienovereenkomstig te worden geredigeerd.

Artikel 6

Artikel 6 van het voorontwerp strekt ertoe sommige bepalingen van de wet van 28 februari 2007 van toepassing te verklaren op de kandidaat-hulpofficieren.

In het ontworpen artikel 10bis, 1°, van de wet van 23 december 1995 worden de toepasselijke wetbepalingen opgesomd, dat is daarentegen niet het geval voor het ontworpen artikel 10bis, 2° en 3°, waarin respectievelijk verwezen wordt naar “de bepalingen die gelden bij de beoordeling van de professionele hoedanigheden, de karakteriële hoedanigheden, de morele hoedanigheden en de fysieke hoedanigheden vereist op het vlak van de fysieke conditie en op medisch gebied” en naar “de bepalingen betreffende de inhouding op de wedde en de verbreking van de dienstneming en de wederdienstneming ten gevolge van een afwezigheid van meer dan eenentwintig opeenvolgende dagen.”

Een dergelijke formulering is te vaag: er moet melding gemaakt worden van alle wetsbepalingen of er moet op zijn minst verwezen worden naar de titels en/of hoofdstukken van de wet van 28 februari 2007 die de steller van de tekst van toepassing wil verklaren op de kandidaat-hulpofficieren.

Artikel 8

De gemachtigde officier heeft een nieuwe versie van artikel 8 van het voorontwerp toegezonden die als volgt luidt:

“Art. 8. In artikel 16, 1°, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 13 juli 1976, worden de woorden ‘, gewijzigd bij de wetten van 30 juli 1955 en van 13 november 1974’ opgeheven.”

“Art. 8. Dans l’article 16, 1°, de la même loi, remplacée par la loi du 13 juillet 1976, les mots ‘, modifiée par les lois du 30 juillet 1955 et du 13 novembre 1974’ sont abrogés.”

Artikel 8 van het voorontwerp moet door die versie vervangen worden.

Artikel 9

Het ontworpen artikel 5, § 2, van de wet van 14 januari 1975 ‘houdende het tuchtreglement van de Krijgsmacht’ heeft, wat de hiërarchie betreft, tot gevolg dat bij gelijke graad en gelijke graadanciënniteit de militair van het beroepskader het gezag heeft over de militair-BDL die het gezag heeft over de militair van het hulpkader die het gezag heeft over de militair-EVMI op zijn beurt het gezag heeft over de militair van het reservekader.

Het verdient aanbeveling dat de steller van de tekst in de bespreking van artikel 9 van het voorontwerp de logica verduidelijkt die ten grondslag ligt aan de hiërarchie die tussen de verschillende categorieën van militairen ingevoerd wordt.

Artikel 13

In de Franse versie van artikel 13 van het voorontwerp dient “modifiée” te worden geschreven.

Artikel 14

Artikel 3 van de wet van 20 mei 1994 ‘betreffende de perioden en de standen van de militairen van het reservekader alsook betreffende de aanwending en de paraatstelling van de Krijgsmacht’ luidt als volgt:

“§ 1. De aanwending van de krijgsmacht omvat het effectief gebruik van militairen:

1° in periode van oorlog;

2° in periode van vrede, wanneer zij deelnemen:

a) aan een operatie die behoort tot één van de vormen van operationele inzet die de Koning bepaalt;

b) met het oog op het lenigen van de noden van de bevolking, aan een opdracht die behoort tot één van de vormen van hulpverlening die de Koning bepaalt;

c) aan een opdracht die behoort tot één van de vormen van militaire bijstand die de Koning bepaalt.

§ 2. De paraatstelling van de krijgsmacht is de voorbereiding, in periode van vrede, op haar aanwending en omvat:

1° de voorbereidingsactiviteiten bepaald door de Koning die tot doel hebben de middelen toe te wijzen en te transformeren met het oog op hun aanwending;

2° het concreet bepalen van de kwantitatieve en kwalitatieve behoeften door de Minister van Landsverdediging op advies van de (chef defensie), met het oog op de voornoemde toewijzing van de middelen;

3° het op preadvies stellen van de militairen die voor aanwending in aanmerking komen, teneinde binnen de vereiste termijnen het gewenste niveau van voorbereiding op de operaties te bereiken;

4° de activiteiten ter voorbereiding van een operatie.”

Artikel 14, 2°, van het voorontwerp strekt ertoe paragraaf 2 van die bepaling als volgt aan te vullen:

“De Koning stelt de autoriteit vast die belast wordt met het bepalen van de welbepaalde vorm van operationele inzet, hulpverlening of militaire bijstand waarin de Krijgsmacht wordt aangewend in periode van vrede.”

Uit de bespreking van artikel 14 blijkt inzonderheid het volgende:

“In deze bepaling wordt de bevoegdheid van de Koning tot het bepalen in welke vorm van deelstand de Krijgsmacht wordt aangewend verder gedelegeerd conform het advies 56.324/4 van de Raad van State, gegeven op 3 juni 2014.”

Indien het de bedoeling van de wetgever is de Koning te machtigen om de krijgsmacht in periode van vrede aan te wenden door in de drie inzetvormen (operationele inzet, hulpverlening en militaire bijstand) verschillende deelstanden vast stellen, dient te worden opgewerkt dat de Koning daartoe reeds gemachtigd is op grond van het voornoemde artikel 3, § 1, 2°, a), b), en c).

Is het daarentegen de bedoeling de Koning te machtigen om te bepalen welke bevoegde overheid tot deze of gene van deze vormen van tussenkomst kan beslissen, inzonderheid om een rechtsgrond te bieden voor de artikelen 1, tweede tot vierde lid, en 6/1, tweede lid, 6/2, 6/3, 6/4, tweede lid en 6/5, van het koninklijk besluit van 6 juli 1994 ‘houdende bepaling van de vormen van operationele inzet, hulpverlening en militaire bijstand, en van de voorbereidingsactiviteiten met het oog op de aanwending van de krijgsmacht’, dan moet hier de opmerking herhaald worden die de afdeling Wetgeving gemaakt heeft in haar advies 56.324/4, gegeven op 3 juni 2014 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van

25 juli 2014 ‘tot wijziging van diverse bepalingen betreffende de deelstanden “in operationele inzet”, “in hulpverlening” en “in militaire bijstand”’:

“3. Op 22 juni 1994 heeft de afdeling Wetgeving advies 23.481/9 gegeven over het ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het koninklijk besluit van 6 juli 1994, dat bij het voorliggende ontwerp van koninklijk besluit wordt gewijzigd. In dat advies wordt de volgende opmerking gemaakt:

“2. Het ontworpen besluit wordt uitgevaardigd ter uitvoering van artikel 3, § 1, 2°, a), en § 2, 1°, van de voornoemde wet van 20 mei 1994.

De bepaling van paragraaf 1, 2°, a), verleent de Koning alleen de bevoegdheid om de vormen van operationele inzet vast te stellen waaraan de krijgsmacht in periode van vrede kan deelnemen. Zij verleent Hem niet de bevoegdheid te bepalen welke bevoegde overheid tot deze of gene van deze vormen van tussenkomst kan beslissen.

Bovendien behoort zulk een beslissing, zoals de Raad van State heeft gesteld in het advies dat hij op 8 november 1993 heeft gegeven over het ontwerp dat de voormelde wet van 20 mei 1994 is geworden, tot de bevoegdheden van de Koning als opperbevelhebber van de krijgsmacht en kan Hij die beslissingsbevoegdheid niet afstaan in een aangelegenheid die zich dicht bij de kern zelf bevindt van zijn grondwettelijke bevoegdheden, vooral op internationaal vlak.^{3,4}

Het koninklijk besluit is na dat advies van de Raad van State echter niet aangepast en zodoende luidt artikel 1, tweede lid, ervan als volgt:

‘Tot deze vormen van inzet wordt beslist door de regering of door de Minister van Landsverdediging of, indien het de handhaving van de openbare orde betreft, door de tot opheffing bevoegde overheden.’

4. Het voorliggende ontwerp van koninklijk besluit waarover de afdeling Wetgeving om advies is verzocht, beoogt duidelijk de sinds 1994 ingeslagen weg te volgen in zoverre het systematisch de overheden aanwijst die bevoegd zijn om te beslissen over de vormen van operationele inzet, hulpverlening en militaire bijstand.

Aldus stuit het ontwerp evenwel op dezelfde bezwaren als die welke in advies 23.481/9 naar voren zijn gebracht.

Artikel 167, § 1, tweede lid, van de Grondwet staat er zijnerzijds aan in de weg dat andere overheden dan de Koning dergelijke beslissingen nemen.⁵ Zoals uitdrukkelijk is

³ Voetnoot 5 van advies 56.324/4: Voetnoot 2 van het geciteerde advies: Gedr.St. Senaat 927/1 - 1993/1994 - blz. 20 en 21. De Regering heeft terecht met dit advies rekening willen houden en heeft daarom de bevoegdheidsopdracht die ze aan de regering of aan de Minister van Landsverdediging wou geven uit de oorspronkelijke tekst geschrapt. Deze bedoeling blijkt duidelijk uit de tekst ook al heeft de Regering gemeend in de verantwoording van het amendement te moeten stellen dat de Koning dergelijke bevoegdheden aan andere overheden zou kunnen opdragen (Gedr.St. Senaat 927/2 - 1993-1994 - blz. 22 tot 24).

⁴ Voetnoot 6 van het geciteerde advies: Zie tevens advies 22.854/9, op 8 november 1993 gegeven over een voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan de wet van 20 mei 1994 ‘betreffende de perioden en de standen van de militairen van het reservekader alsook betreffende de aanwending en de paraatstelling van de Krijgsmacht’ (Parl.St. Senaat 1993-94, nr. 927/1).

⁵ Voetnoot 7 van het geciteerde advies: Artikel 167, § 1, van de Grondwet luidt, *pro memorie*, als volgt:

“Art. 167. § 1. De Koning heeft de leiding van de buitenlandse betrekkingen, onverminderd de bevoegdheid van de gemeenschappen en de gewesten om de internationale samenwerking te regelen, met inbegrip van het sluiten van verdragen, voor de aangelegenheden waarvoor zij door of krachtens de Grondwet bevoegd zijn. De Koning voert het bevel over de krijgsmacht, stelt de staat van oorlog vast alsook het einde van de vijandelijkheden. Hij geeft daarvan kennis aan de Kamers, zodra het belang en de veiligheid van de Staat het toelaten, onder toevoeging van de passende mededelingen. Geen afstand, geen ruil, geen toevoeging van grondgebied kan plaatshebben dan krachtens een wet”.

gesteld in advies 23.481/9, kan de Koning als opperbevelhebber van de krijgsmacht die beslissingsbevoegdheid niet afstaan zonder aan de kern zelf van zijn grondwettelijke bevoegdheden te raken.⁶ Dat neemt niet weg dat de Koning die bevoegdheid, die Hem alleen toekomt, moet uitoefenen met inachtneming van de wetten waaraan, waardoor hij gebonden is, met name wat betreft de organisatie van het leger.⁷ Het is echter uitgesloten dat wezenlijke onderdelen van Zijn bevoegdheid worden overgedragen aan de minister van Landsverdediging en a fortiori aan lagere overheden.

Uit het voorgaande volgt dat de subdelegaties moeten vervallen die aan andere overheden dan de Koning worden toevertrouwd bij artikel 3, 3° en 4°, en bij artikel 4 van het ontworpen koninklijk besluit, dat de artikelen 6/1, tweede lid, 6/2,⁸ 6/3, 6/4, tweede lid, en 6/5 in het koninklijk besluit van 6 juli 1994 invoegt.”

In beide gevallen moet artikel 14, 2°, van het voorontwerp vervallen.

Artikel 17

Ter wille van de overeenstemming met de terminologie die gebruikt is in artikel 4, § 1, van de wet van 20 mei 1994 ‘betreffende de geldelijke rechten van de militairen’ en in artikel 3, 53°, van de wet van 28 februari 2007, moeten in de Franse tekst van het ontworpen artikel 6, § 1, tweede lid, van de wet van 20 mei 1994 de woorden “en formation dans une école” worden vervangen door de woorden “en période de formation scolaire.”

Artikel 17 van het voorontwerp dient op dat punt te worden aangepast.

Artikel 19

Artikel 19 van het voorontwerp strekt ertoe een wijziging aan te brengen in artikel 73 van de wet van 16 mei 2001 ‘houdende statuut van de militairen van het reservekader van de krijgsmacht’, teneinde af te wijken van de regel luidens welke elke wederdienstneming van rechtswege eindigt op 31 december van het jaar waarin de reservemilitair de leeftijd van vijfenzestig jaar heeft bereikt.

Het ontworpen artikel 73, derde lid, van de wet van 16 mei 2001, bepaalt dat van die regel wordt afgeweken indien “de kaderbehoeften of bepaalde omstandigheden een overschrijding van deze leeftijdsgrens vereisen.” Het ontworpen artikel 73, vierde lid, van dezelfde wet heeft betrekking op de eventuele verlenging van de lopende dienstneming of wederdienstneming, op aanvraag van de militair.

Het lijkt buitensporig te eisen dat een militair van het reservekader boven de leeftijd van vijfenzestig jaar in dienst blijft zonder dat hij met die verlenging instemt, ook al

⁶ Voetnoot 8 van het geciteerde advies: Zie in die zin tevens advies 22.856/9, op 17 november 1993 gegeven over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan de wet van 20 mei 1994 ‘houdende statuut van de militairen korte termijn’ (Parl.St. Senaat 1993-94, nr. 929/1, 38).

⁷ Voetnoot 9 van het geciteerde advies: Zie het onderscheid dat in dat verband wordt gemaakt door J. VELAERS, *De Grondwet en de Raad van State afdeling wetgeving*, Maklu, Antwerpen, 1999, 558 e.v.

⁸ Voetnoot 10 van het geciteerde advies: De buitensporige machtiging waartegen hier bezwaar wordt gemaakt, betreft alleen de machtiging aan de minister van Landsverdediging.

wordt ze gerechtvaardigd door “kaderbehoeften”. Bovendien weet de afdeling Wetgeving niet wat het begrip “bepaalde omstandigheden” afgezet tegen het begrip “kaderbehoeften” inhoudt.

Artikel 19 van het voorontwerp dient derhalve te worden herzien.

Voorts voorziet de ontworpen bepaling in geen enkele leeftijdsgrens waarboven een verlenging niet meer mogelijk is. De bespreking van het artikel moet daarover meer uitleg verschaffen.

Artikel 24

In de Franse versie van artikel 24, b), van het voorontwerp moet is de definitie van de wet van 28 februari 2007 het opgeschrift daarvan correct weergegeven worden. De woorden “applicables aux candidats militaires” zijn bijgevolg overmatig en moeten worden weggelaten.

Artikel 27

Het ontworpen artikel 27, tweede zin, van de wet van 27 maart 2003 ‘betreffende de werving van de militairen en het statuut van de militaire muzikanten en tot wijziging van verschillende wetten van toepassing op het personeel van Landsverdediging’ luidt als volgt:

“De Koning wijst de overheid aan die zich uitspreekt over de gelijkwaardigheid van de formingen bedoeld in het eerste lid en die bepaalt in welke mate de verschillende hoedanigheden van de kandidaat-militairen beoordeeld worden.”

Volgens de bespreking is het de bedoeling om de bepaling die gewijzigd wordt af te stemmen op de regels en de terminologie van artikel 89 van de wet van 28 februari 2007.

Artikel 27 van het voorontwerp geeft echter aanleiding tot de volgende drie opmerkingen:

- de bepaling is niet ingedeeld in leden, terwijl de tweede zin naar “het eerste lid” verwijst;
- de woorden “kandidaat-militairen” moeten worden vervangen door de woorden “kandidaat-muzikanten”;
- de essentiële regels met betrekking tot de beoordeling van de hoedanigheden van de kandidaat-muzikanten dienen door de wetgever te worden vastgesteld.

Artikel 27 van het voorontwerp moet dienovereenkomstig herzien worden.

Artikel 36

Zoals de afdeling Wetgeving in haar advies 48.942/4, gegeven op 15 november 2010, heeft opgemerkt:

“[staat] [h]et beginsel van de scheiding der machten (...) eraan in de weg dat de wetgever rechtstreeks aan een minister bevoegdheden toekent die normaal aan de Koning toekomen. Weliswaar is een delegatie aan een minister van bevoegdheden van bijkomstige of detailmatige aard niet onverenigbaar met die beginselen, maar zulks neemt niet weg dat het dan in principe niet aan de wetgever toekomt, maar aan de Koning, om zulk een delegatie te verlenen. Een rechtstreekse delegatie van zulke bevoegdheden aan een minister door de wetgever komt immers neer op een ingrijpen van de wetgever in een prerogatief dat aan de Koning als hoofd van de federale uitvoerende macht toebehoort.”⁹⁻¹⁰

Artikel 36 van het voorontwerp moet bijgevolg herzien worden teneinde de bevoegdheidstoewijzing aan de minister te vervangen door een bevoegdheidstoewijzing aan de Koning.

Voorts verdient het aanbeveling het ontworpen artikel 52 van de wet van 27 maart 2003 aan te vullen met de vermelding dat de verdiensten van de kandidaten beoordeeld worden volgens de regels en de beoordelingscriteria die gelden voor de beroepsonderofficieren, zoals vastgelegd in artikel 139, tweede en derde lid, van de wet van 28 februari 2007.

Artikelen 46 tot 50

Gelet op de nieuwe statutaire gevolgen die worden verbonden aan het feit dat de militair behoort tot één van de vier krijgsmachtdelen (artikelen 46 tot 50 van het voorontwerp), zou het begrip “krijgsmachtdeel” moeten worden gedefinieerd in artikel 3 van de wet van 28 februari 2007 en zou artikel 47 van het voorontwerp omstandiger moeten worden toegelicht.

Tot slot is de gemachtigde officier het ermee eens dat het ontworpen artikel 37/1 van de wet van 28 februari 2007 aangevuld moet worden met een nieuw lid dat betrekking heeft op de definitieve inschrijving van de militairen in een krijgsmachtonderdeel (artikel 47 van het voorontwerp).¹¹

⁹ Advies 48.942/1/2/3/4, op 25 november 2010 gegeven over een voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan de wet van 29 december 2010 ‘houdende diverse bepalingen’ (*Parl.St.* Kamer 2010-11, nr. 771/1, 250).

¹⁰ Zie tevens de *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 7.3.: “Het komt (...) de wetgever niet toe om zich te mengen in de interne organisatie van de uitvoerende macht en de regeling van een aangelegenheid rechtstreeks aan een minister op te dragen. Alleen de Koning of een Gemeenschaps- of een Gewestregering kan een dergelijke delegatie uitvaardigen”

¹¹ Zie voorts de artikelen 50 en 51 van het voorontwerp die betrekking hebben op de definitieve inschrijving in een nieuwe vakrichting.

Artikel 53

Om uitleg gevraagd over de reikwijdte van de machtiging die vervat is in het ontworpen artikel 42 van de wet van 28 februari 2007, heeft de gemachtigde officier gepreciseerd dat ze betrekking heeft op “les modalités de la concertation avec les organisations syndicales”.

In het onderhavige geval blijkt dat het de bedoeling is de Koning te machtigen om een specifiek overlegcomité aan te wijzen en de werkwijze ervan te bepalen.¹²

Artikel 53 van het voorontwerp moet worden herzien teneinde die machtiging nauwkeuriger te omschrijven.

Artikel 62

In de bepaling onder 2° is de wijziging onvolledig. Die bepaling moet herzien worden.

Artikel 83

Om uitleg gevraagd over artikel 83 van het voorontwerp, heeft de gemachtigde officier het volgende verklaard:

“Momenteel is er geen tabel III, vandaar de hernummering. Akkoord met uw opmerking in verband met verwijzingen en dergelijke naar de tabellen. Te herformuleren.”¹³

Artikel 83 van het voorontwerp behoort dienovereenkomstig te worden aangepast.

Artikel 84

Zoals de gemachtigde officier beaamd heeft, moet artikel 84 van het voorontwerp herschreven worden teneinde de woorden “naargelang het geval” ook te schrappen in artikel 23, 3°, van de wet van 10 januari 2010 ‘tot instelling van de vrijwillige militaire inzet en tot wijziging van verschillende wetten van toepassing op het militair personeel’.

¹² Zie de bespreking van artikel 53.

¹³ Zie artikel 409 van de wet van 31 juli 2013 'tot wijziging van de wet van 28 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de militairen van het actief kader van de krijgsmacht en tot wijziging van sommige bepalingen betreffende het statuut van het militair personeel', dat bijlage A bij de wet van 28 februari 2007 vervangt door tabel III ervan te schrappen.

Artikel 88

Zoals het geredigeerd is, is artikel 88 van het voorontwerp te vaag. Het ontworpen artikel 36, 2°, van de wet van 10 januari 2010 moet als volgt worden geredigeerd:

“2° degene die niet meer beantwoordt aan de morele hoedanigheden, overeenkomstig de regels voor de kandidaat-beroepsmilitairen bepaald in artikel 11 van de wet van 28 februari 2007;”

Artikel 89

De gemachtigde officier heeft bevestigd dat de wijziging waarin artikel 4, 3°, van het voorontwerp voorziet, ook van toepassing moet zijn op artikel 40, § 2, van de wet van 10 januari 2010 teneinde te verwijzen naar “een periode van oorlog of een periode van crisis.”

Artikel 89, 1°, van het voorontwerp moet dienovereenkomstig geredigeerd worden.

Artikel 94

In de Franse tekst behoort het ontworpen artikel 4, eerste lid, 3°, c), opgesteld te worden overeenkomstig de Nederlandse tekst.

Artikel 97

Op de vraag waarom de wetgever zelf geen uiterste datum van inwerkingtreding bepaalt voor het geval de machtiging die aan de Koning is verleend voor de artikelen 49 en 74 niet ten uitvoer wordt gelegd, heeft de gemachtigde officier het volgende verklaard:

“In deze artikels wijst de Koning een overheid aan. Het KB waarin de Koning dat doet is in voorbereiding. De bedoelde Art van dit voorontwerp (Art 49 en 74) zullen dus in werking treden van zodra het KB wordt gepubliceerd.”

In de bespreking van artikel 97 moet die precisering worden vermeld.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre LIÉNARDY